«Valeurs Actuelles: "Oui il y a des solutions"»

Valeurs actuelles

Débat : oui, des solutions existen - Propos recueillis par Pochat Josée

30 ans de déficits Les propositions concrètes, parfois douloureuses, de trois anciens ministres de l'Économie : Jea François Baroin et Hervé Gaymard. Pour sortir du déni.

ÉTATIl faut continuer à baisser le nombre de fonctionnaires

François Baroin La révision générale des politiques publiques (RGPP) doit être poursuivie. Le non-remplacement d'un fo partant à la retraite a porté ses fruits et cette règle peut encore être appliquée deux ans avant d'arriver au seuil au-dessous d que les services publics ne sont plus rendus.

Dans une prochaine étape, il faudrait avoir le courage d'affronter le débat sur la poursuite de certaines missions de l'État, et d des opérateurs, soit à des entités territoriales, voire au privé. À l'exception des secteurs sur lesquels il ne faut pas de déser police, gendarmerie, justice. Et l'Éducation nationale, qui est un cas à part. Ses effectifs doivent s'adapter à l'évolution démog tenir à des ratios à respecter, qui existent, fixant le nombre d'enseignants par rapport au nombre d'élèves, en étant pragmatique

Hervé Gaymard Effectivement, la séquence "on fait mieux avec moins de fonctionnaires" s'achève et on ne fera pas mieux s missions de l'État. Même en étant favorable au principe de la RGPP, je pense que son application a été très mal gérée sur le p trop brutale, en ne tenant pas assez compte des personnels. Ce qui a provoqué une réaction de rejet. D'autres réformes sont Exemple. L'immense majorité des routes nationales a été décentralisée aux départements. En Savoie, il ne reste plus que 60 nationales. La logique voudrait que toutes deviennent départementales. On maintient des services de l'État peu efficaces l'ensemble du territoire pour gérer quelques centaines de kilomètres de routes. Le bon sens voudrait que l'on bascule définitiv départements.

L'État, pour être sérieux, doit continuer d'adapter le volume de ses fonctionnaires, moins brutalement qu'auparavant. Nous avon 50 % de fonctionnaires de plus que les autres pays européens. Ces statistiques sont irréfutables.

François Baroin Le précédent gouvernement avait adopté, non sans efforts, une règle nommée "zéro valeur" consistant à n'augmentent plus et ne suivent même plus l'inflation. Il serait impératif de continuer sur ce chemin. *Idem* pour les salaires de différents mécanismes font que leur pouvoir d'achat, malgré la crise, a toujours été non seulement supérieur à l'inflation mais su du pouvoir d'achat des Français. L'évolution de ce que l'on appelle le point d'indice représente 25 à 30 % de l'évolution de la ma que l'on peut être courageux, en le gelant dans la durée, quitte à maintenir les évolutions de garantie individuelle de pouvoir d'ac

Jean Arthuis C'est vrai, il faut continuer à baisser le nombre de fonctionnaires et agir sur les salaires. Je propose une t consisterait à bloquer les rémunérations les plus élevées de la fonction publique. On peut trouver là quelques centaines de milli un jour avoir le courage d'aborder la question de la durée du temps de travail. En Allemagne, dans les municipalités par exe heures par semaine. La masse salariale des trois fonctions publiques (État, hospitalière et collectivités locales) s'élève à 260 peut considérer que les 35 heures, sur ces rémunérations, représentent 25 milliards.

François Baroin Les 35 heures, c'est vrai, sont responsables à la fois de la baisse de la compétitivité de nos entreprises l'organisation de la fonction publique de l'État en général et hospitalière en particulier.

Jean Arthuis Pour tout ce qui concerne les frais généraux, l'immobilier, les achats, le travail a été bien entamé et il n considérables. Mais les frais de fonctionnement, ce n'est pas seulement l'électricité, le téléphone, les gommes et les crayon dotations aux universités, à des établissements publics comme Réseau ferré de France, c'est encore l'allocation aux adultes ha par an), l'aide personnalisée au logement (6 milliards), autant de dépenses difficilement compressibles.

Les ministres viennent de recevoir les lettres de cadrage les enjoignant de réaliser 7 % d'économies dans leur budget de printemps 2010, Nicolas Sarkozy avait tenu une conférence sur les déficits publics à l'issue de laquelle il avait déclaré fonctionnement et d'intervention baisseraient de 10 % en deux ans. Ce qui n'était pas rien puisque globalement, la masse de c milliards. Deux ans après, dans la réalité, au-delà des annonces, ces crédits n'avaient baissé que de 1 %. Une baisse de arbitrages extrêmement douloureux. Là, on est toujours dans l'affichage, qui paraît peu crédible.

François Baroin Le travail de recensement effectué pour que l'État connaisse véritablement son patrimoine vient seulement d ne sommes pas encore totalement certains de savoir précisément combien d'agents travaillent directement ou indirectement po c'est l'un des grands acquis du quinquennat de Sarkozy, on a une vision objective de ce qu'a l'État en charge globale. Ce qui qu'il y a encore une vingtaine de milliards d'économies à faire sur ces sujets, considérables. Une partie du patrimoine de l'État do

COLLECTIVITÉS LOCALESAddiction maximale !

Hervé Gaymard Deux remarques. Est-ce que l'élu local arrive à résister à la demande de l'électeur ? La décentralisation a per le citoyen. C'est son aspect vertueux. L'envers de la médaille, c'est que cette proximité provoque l'augmentation de la deman que le contribuable veut payer moins d'impôts et l'électeur attend toujours plus de ses élus locaux. Résister à cette addiction e l'échelon local.

Deuxième point : une partie des dépenses des collectivités locales sont imposées par l'État. Sur environ la moitié des budgets d exemple, les présidents de conseil général ne sont que des payeurs : le domaine social et les dépenses liées aux pompiers. département comme la Savoie, les dépenses afférentes aux personnes handicapées et aux personnes âgées ont été multip liées aux pompiers par cinq. C'est pourquoi, dans le cadre des futures réformes de la dépendance, je préconise que l'ensemble soit renationalisé.

François Baroin Nous avons raté le passage à l'intercommunalité. Les communes ont eu tendance à transférer une par structures intercommunales en créant des postes de fonctionnaires sans en supprimer à leur échelon. Nous avons là un vrai p de mutualisation. La raison voudrait que l'on applique le non- remplacement d'un fonctionnaire territorial sur deux partant à la normative, dans un pacte passé avec les collectivités.

Jean Arthuis En vingt ans, les collectivités territoriales ont créé 350 000 emplois, en partie à cause du développement de l'intere

François Baroin Il faut maintenant engager une discussion sur l'inflation des normes. Elles sont bien souvent liées à un texte d *ego* d'un ministre. C'est insupportable. À l'exception singulière de l'accessibilité des handicapés dans les bâtiments publics déroger, tout le reste doit être discuté. Une bonne partie des augmentations récentes de la fiscalité locale vient d'une ge embauche beaucoup et appuie sur le champignon fiscal pour financer ces normes. Aujourd'hui, je crois qu'il y a un consensu gauche, pour reconnaître que ces normes coûtent très cher, trop cher.

Jean Arthuis Cette hystérie normative entraîne des centaines et des centaines de millions de dépenses supplémentaires. Sorto où, pour satisfaire le plus grand nombre, on adopte les normes les plus ambitieuses. Quelques exemples concrets. Les maires

communes rurales de 300 habitants, quand ils réaménagent une rue, doivent refaire les trottoirs s'ils font moins de 1,40 mètre Pour permettre à deux fauteuils roulants de se croiser. Quelle est la probabilité, dans une commune rurale, de voir se croiser d ? Elle est très proche de zéro.

Il y a quelques mois, le préfet de la Mayenne me demande où j'en suis dans l'élaboration de la carte du bruit en Mayenne. Il s'a qui résulte d'une directive européenne de 2002. Si je fais faire cette carte, je vais probablement dépenser 100 000 euros d'honor un cabinet spécialisé qui nous dira que près de la voie ferrée passent des TGV qui font du bruit. Une fois ce constat posé prescrira la construction de murs antibruit, histoire de générer encore un peu plus de dépense publique ? Je n'ai pas établi ce estimé avoir un devoir de résistance.

Autre norme. Les maires organisent les garderies dans les écoles, avant et après la classe. Pour les enfants de moins de 6 ar adulte pour encadrer 8 enfants et au-delà de 6 ans, un adulte pour 12 enfants. Quand les écoliers arrivent en classe à 8 h 3 adulte pour 25. Ne pourrait pourrait-on pas laisser le maire fixer lui-même son niveau d'encadrement ?

Je pourrais multiplier ces exemples à l'envi. Voilà comment on accumule des centaines de millions de dépenses supplémentai local est enfermé dans un corset et interdit aux élus d'être imaginatifs. Faisons-leur confiance ! Il y a là un pacte intelligent à pas collectivités locales. Les dotations baissent un peu mais l'État cesse d'imposer des normes folles, toujours généra supplémentaires.

Hervé Gaymard Sur la machine à "normer", signalons qu'il n'y a jamais d'étude d'impact ni d'évaluation sur les conséquences falloir oser aborder le sujet, difficile, du handicap. Sujet dans lequel je suis pourtant très investi à titre personnel. La loi de 20 toute une partie normative qui part d'excellentes intentions mais qui est inapplicable. Elle impose la mise aux normes d'acces bâtiments publics existants avant 2015. Nous n'y arriverons pas. Sans compter les répercussions de ce texte dans le privé. L'h secteur où les marges sont importantes. La moitié des hôtels français risquent de mettre la clé sous la porte. Voilà typiquemen pondu une loi, politiquement normative, sans faire la moindre étude d'impact et dont on découvre seulement maintenant les i personne n'ose lever le doigt pour signaler le problème. Parce que le premier qui le fera se verra immédiatement reproc handicapés, leur insertion et l'égalité d'accès. Ce sujet, aujourd'hui, est totalement tabou.

SANTÉAbus et mauvaises gestions

François Baroin C'est effectivement dans ce que l'on appelle la sécurité sociale, c'est-à-dire l'État providence, la solidari dépense publique est la plus élevée. 600 milliards, c'est considérable. D'où partons-nous ? Pour la première fois en 2011, l'évo de santé (2,8 %) n'a pas dépassé l'objectif qui avait été fixé. Mais on pourra difficilement aller plus loin sans remettre en quest santé publique. En revanche, il faudrait agir sur les déremboursements et une meilleure gestion des hôpitaux. Il y a là un vrai cl avons à ce sujet une bombe à retardement qui s'appelle le déficit hospitalier et qui s'élève à 20 milliards : c'est un po supplémentaire.

Jean Arthuis Je suis d'accord, il y a d'immenses progrès à faire dans la gestion des hôpitaux et, à la clé, des marges négligeables. Il faudra aussi mettre de l'ordre dans la course aux actes.

Hervé Gaymard Dans le prix des bâtiments hospitaliers comme dans ceux destinés aux personnes âgées dépendantes, je s sans problème réduire les coûts de 30 %. Quand un directeur d'établissement réclame 140 millions pour construire un hôpi accorde que 100, on construit malgré tout un bel établissement. L'efficience du système hospitalier couplée à une meilleure g nous permettre là aussi de singulières économies.

ALLOCATIONS SOCIALESUn modèle à 600 milliards d'euros

François Baroin Les Français ne s'en rendent pas compte mais nous avons, avec deux ans d'indemnisation chômage

avantageux au monde, à l'exception du Danemark. Nous ne pourrons pas faire l'économie d'un débat sur la durée d'indemnis nous sommes dans l'obligation de prendre des mesures douloureuses. En attendant, il faut commencer par revoir le système intermittents du spectacle, déficitaire de un milliard d'euros, où les abus sont nombreux, les critères d'attribution trop larges.

Hervé Gaymard Appuyons-nous sur la notion de civisme pour lutter réellement contre les fraudes et les abus. Parce qu'aujour est abordé, immédiatement on entend des voix s'élever sur le thème "on fustige le faible et l'opprimé".

Au sujet de la dépendance des personnes âgées, une question va devoir être posée. Allons-nous prendre en compte la richesse prise en charge des anciens ? Aujourd'hui, que l'on soit pauvre ou milliardaire on est pris en charge de la même manière. Il y a pour maîtriser la dépense publique. Faire payer ceux qui peuvent payer, dans le domaine de la vieillesse, pour commencer.

Il y a enfin sur les allocations sociales un procédé radical pour ralentir la dépense qui consiste à ne plus l'indexer sur l'inflation mesure horizontale très efficace. Ce qui n'empêche pas de faire quelques exceptions, par exemple sur l'allocation parent isolé.

EUROPELa fin de l'irresponsabilité

Jean Arthuis Les dix premières années de gestion de la zone euro ont été des années folles. Et tous les gouvernants europée de la turpitude. Ils ont commencé par transgresser les règles adoptées pour passer à la monnaie unique. En France, les 3 % l'origine, pour faire face à une crise, sont devenus la norme.

Le sujet de la gouvernance européenne est devenu incontournable. La dette française, en 2011, a été augmentée des 12 millia et des 7 milliards de contribution au Fonds européen de stabilité financière. Malgré tout, on n'a toujours pas de gouvernance eur le pied dans la monnaie unique, on a pris un billet aller sans retour vers le fédéralisme. Sans en tirer les conséquences.

La vérité, c'est que l'on n'aurait jamais dû admettre la Grèce dans l'euro. Une fois admise, il aurait été impératif de me surveillance très attentive. Mais on était tellement contents qu'Antoine Zacharias, patron de Vinci à l'époque, puisse vendre u arrondisse sans doute sa retraite chapeau pour aller la percevoir ensuite en Suisse, qu'on a laissé faire. On ne permet pas à s'approprier les problématiques de l'Europe, sujet pourtant fondamental, parce que l'on n'en parle pas.

François Baroin La grande leçon des crises que l'on traverse depuis quatre ans et singulièrement à l'échelle européenne depu de ne plus rester à mi-chemin. Soit nous retournons en arrière en sortant de l'euro. On retrouve le franc avec une dévaluatio désendette, l'ensemble des Français s'appauvrit et accepte une récession durable; soit on va vers plus d'intégration eur budgétaire et fiscal, plus de coordination des différentes politiques publiques.

Jean Arthuis Catherine Ashton, la représentante de l'Union pour les Affaires étrangères, dispose tout de même de 2 500 d besoin de maintenir dans chaque pays les représentations diplomatiques de chacun des États membres ? Ne pourrait- il pas y a de l'Union européenne?